

PLF 2025 : un budget inacceptable

Tout en prétendant que l'éducation est « une priorité », le Gouvernement n'hésite pas à supprimer à nouveau des postes d'enseignants en mettant encore en avant la baisse démographique. C'est l'inverse de ce qu'il faut faire ! Action & Démocratie exige de la cohérence et de la sincérité. A rebours de ce qui est fait, la baisse démographique doit être mise à profit pour diminuer les effectifs et limiter réglementairement le nombre d'élèves par classe, comme nous l'avons redit au conseil supérieur de l'éducation le 10 octobre.

Paris, le 11 octobre 2024 – Après avoir longuement préparé l'opinion à une cure d'austérité, le Gouvernement, en quête de 60Md€, a dévoilé le 10 octobre l'ampleur des coupes budgétaires dans les dépenses de l'État. L'Éducation nationale est concernée, avec un budget de 63Md€ qui, restant identique à celui de 2024, est par conséquent en baisse d'environ 1,1Md€ en euros constants (pour une inflation attendue à 1,8% en 2024).

Toujours aucune perspective en matière de revalorisation et des suppressions de postes inacceptables !

Le Gouvernement persiste à ne pas traiter l'une des causes principales de la crise que traverse l'éducation : en effet, le PLF ne prévoit absolument rien pour enrayer la crise de recrutement et la dévalorisation subie par une profession dont les traitements sont parmi les moins élevés en Europe. Pour obtenir à peine 0,1Md€ sur les 41,3Md€ de baisses de dépense recherchées, il n'hésite pas à faire payer à l'Éducation nationale le prix fort puisqu'elle fournit à elle seule 2000 des 2200 suppressions nettes de postes dans les ministères. L'ampleur des suppressions de poste est encore plus grande puisque, déduction faite des 2000 postes d'accompagnants (AESH) créés, ce sont 4000 équivalents temps plein (ETP) d'enseignants en moins, qui s'ajoutent aux 2500 ETP d'enseignants déjà supprimés en 2022 et aux 1500 supprimés en 2023 !

La plus grande partie de ces suppressions de postes a lieu dans le premier degré sous prétexte que le nombre d'élèves y baisse (Bercy n'hésitant pas à surestimer cette baisse comme il l'a fait en 2023 pour le PLF 2024). Le Gouvernement se paye même le luxe d'affirmer que le taux d'encadrement augmente malgré ces 4000 postes en moins car il aurait pu en supprimer 4800 ! Dans le détail, ce sont donc 3155 postes en moins dans le public et 660 dans le privé sous contrat pour le premier degré, 180 postes en moins dans le public et 40 dans le privé sous contrat pour le second degré.

Pour Action & Démocratie, les dépenses liées à l'éducation sont des dépenses d'investissement qui ne doivent pas servir de variables d'ajustement. La baisse du nombre d'élèves doit au contraire être mise à profit pour améliorer le taux d'encadrement, qui est l'un des moins bons d'Europe, et limiter réglementairement le nombre d'élèves par classe, en commençant par le premier degré où il est totalement aberrant d'avoir encore des classes comportant jusqu'à 30 élèves en maternelle et en élémentaire.